

*Discours de Roxana MARACINEANU, ministre déléguée chargée des Sports*

*PLF 2021*

*Assemblée Nationale*

*29 octobre 2021*

*Seul le prononcé fait foi*

Madame / Monsieur le/la Président/e,

Messieurs les rapporteurs, Cher Benjamin DIRX, Cher Michel LARIVE,

Mesdames et Messieurs les Députés,

Nous vivons une crise sanitaire inédite qui menace une grande partie d'entre nous, met à l'épreuve nos hôpitaux et l'ensemble de notre économie, et, qui remet profondément en question notre capacité à nous réunir, à vivre ensemble.

Et c'est bien parce que le sport est au centre de la vie sociale qu'il est touché en plein cœur par la pandémie.

Aussi, avant de vous présenter le budget du ministère des Sports pour 2021, vous soumettre les grands axes de la politique publique que j'entends mener aux côtés de Jean-Michel BLANQUER, permettez-moi d'abord d'avoir un mot à l'attention des 360 000 associations sportives, des acteurs du sport, des 36 millions de Français qui pratiquent une activité sportive, des 16 millions de licenciés, de nos 2 millions de bénévoles que vous représentez aussi dans cette enceinte.

Je sais leur grande inquiétude. Les semaines qui arrivent seront rudes économiquement mais aussi humainement. C'est pourquoi, je voulais vous confirmer que ce soir la continuité du sport qui se pratique comme un métier est aujourd'hui assurée.

Les sportifs de haut-niveau et les sportifs professionnels pourront continuer à s'entraîner et aussi faire des compétitions, puisque les déplacements professionnels sont autorisés.

L'Etat ne laissera tomber personne. Nous faisons confiance aux encadrants du sport. Et, nous travaillerons évidemment avec nos partenaires que sont les collectivités.

Vous avez entendu ce soir le Président de la République encourager les maires à appeler les associations.

Les appeler en soutien pour prendre en charge nos enfants après l'école.

Et moi, je serai en soutien des maires pour leur faciliter la tâche.

Les éducateurs sportifs, les enseignants, les professeurs, les agents territoriaux doivent accompagner les personnels hospitaliers dans cette période où ils sont mis à l'épreuve.

Soyons tous unis pour assurer la continuité de la vie en France !

Nous travaillerons évidemment avec les fédérations et les entreprises du sport pour faire en sorte qu'aucune structure ne disparaisse à cause de la crise.

Je veux rappeler ici les efforts sans précédent du Gouvernement pour aider le secteur sportif :

Près de 3 milliards d'aides de droit commun pour le sport amateur, le sport professionnel, le sport associatif et le secteur marchand,

Des dispositifs d'activité partielle, de fonds de solidarité, d'exonérations de charges et de PGE prolongés ou élargis pour aider notre secteur,

Des mesures de soutien ciblées comme le fonds de solidarité de 15 millions d'euros placé à l'Agence nationale du Sport pour venir en aide aux petites associations qui n'ont pas bénéficié des aides de droit commun parce qu'elles n'emploient pas. Près de 3 000 actions ont été d'ores et déjà financées dans ces associations tenues en vie par les bénévoles.

N'en doutez pas, je suis consciente qu'il faut aller plus loin. Et nous y travaillons.

Pour la compensation des pertes de recettes de billetterie, je vous annonce ce soir la sanctuarisation de près de 110 millions d'euros.

Nous travaillons également l'exonérations de charges pour le sport pro, la prise en compte des loyers pour les salles de sport avec Bruno LE MAIRE et Alain GRISET.

A la demande du Premier ministre, nous souhaitons également mettre tout en œuvre pour aider le secteur associatif en favorisant l'inscription en club ; et donc la reprise de l'activité sportive dès que le contexte sanitaire le permettra.

Je sais que vous êtes plusieurs à plaider en ce sens à nos côtés.

Indépendamment de ces mesures d'urgence, de sauvegarde, je rappelle enfin que 122 M€ issus du plan de relance ont été sanctuarisés pour le sport.

Grâce à vous, Mesdames et Messieurs les députés, je m'en réjouis, 10 M€ supplémentaires s'ajouteront à notre budget au bénéfice du sport, de nos concitoyens et des territoires.

Le plan de relance contribuera ainsi à relancer le secteur sportif sur 3 volets : le bâti, l'emploi et la transformation des fédérations.

Pour en venir spécifiquement au budget du ministère chargé des Sports pour 2021, vous le savez, il marque une hausse historique de 20 % pour atteindre 802 M€.

Cette hausse, j'en suis fière, s'inscrit dans un élan vers les Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024.

Ces Jeux, j'en suis convaincue, tout particulièrement en cette période troublée, sont une véritable lueur d'espoir pour notre pays, un objectif majeur pour lequel nous devons être à la hauteur.

Tant du point de vue sportif que de l'organisation et de la mobilisation nationale.

Aussi, je l'assume, nous consacrerons, en 2021, 105 M€ de plus qu'en 2020 au programme 350 « Jeux Olympiques et Paralympiques ».

Ces fonds, qui sont majoritairement alloués à la SOLIDEO, permettront ainsi de construire l'héritage matériel de Paris 2024 : des aménagements urbains, des logements, des équipements sportifs qui seront légués aux Françaises et aux Français, à nos territoires grâce à l'organisation des Jeux en France.

Je pense aussi aux très nombreux sites labellisés Centres de préparation aux Jeux qui se déploieront partout en France.

Ce succès démontre donc l'engouement de tous les territoires pour participer à l'aventure olympique et paralympique et donne aux Jeux de Paris 2024 une dimension pleinement nationale, comme un rayonnement dans l'ensemble de la France et à l'extérieur de nos frontières.

Mais, les Jeux sont bien plus encore : ils sont un héritage immatériel et durable pour notre pays et nos concitoyens.

Aussi, l'accueil de cet événement planétaire doit nous permettre de changer la place du sport dans notre société, de l'inscrire durablement dans le quotidien des Français.

Et cela commence dès le plus jeune âge, à l'école.

C'est pourquoi, avec Jean-Michel BLANQUER, nous voulons installer des apprentissages sportifs fondamentaux tels que l'Aisance Aquatique et le Savoir Rouler à Vélo dès la maternelle et au tout début de l'école primaire .

Car, plus de sport dans le quotidien de nos enfants, est un enjeu de santé publique à une époque où la sédentarité fait des ravages.

C'est aussi un enjeu d'épanouissement personnel.

Enfin, et j'y crois très fort, le sport est un espace privilégié pour l'apprentissage de la citoyenneté, de la tolérance, mais aussi des règles qui nous permettent de vivre ensemble, de faire Nation.

L'actualité récente nous l'a cruellement rappelé, ce que nous croyons acquis ne l'est pas.

Aussi, le sport doit-il redoubler de vigilance et d'efforts pour combattre les dérives (dopage, violences, discriminations) et les atteintes aux principes qui fondent notre pacte républicain.

Nous nous y emploierons avec détermination et sans concession.

En regardant les choses en face et en ne cédant ni à la facilité ni au cynisme.

Parce que le sport, comme l'école, contribue à faire les citoyens épanouis, autonomes et éclairés de demain.

Enfin et c'est le dernier axe prioritaire de ma feuille de route, notre budget est tourné vers l'avenir avec un soutien marqué au Sport-Santé.

Vous le savez, nous sommes résolus à créer un réseau de 500 Maisons Sport-santé, conformément à l'engagement du Président de la République, d'ici la fin du quinquennat.

Nous y consacrerons un budget inédit de 3,7 millions d'euros.

Préparer l'avenir, c'est aussi donner un métier à nos jeunes.

Aussi, je tiens à le souligner, le volet emploi du plan de relance nous permettra de créer 4 000 emplois supplémentaires dans les associations sportives, qui s'ajouteront aux 5 000 emplois déjà financés par l'intermédiaire de l'Agence Nationale du Sport.

Enfin, un budget de 12 M€ est dédié au dispositif Sésame pour financer la formation des jeunes non diplômés éloignés de l'emploi.

Je terminerai en remerciant la direction des Sports et l'ensemble des agents du ministère que je sais mobilisés au service de nos politiques publiques, à la protection et à l'éducation des pratiquants comme à la réussite de nos athlètes.

Je salue aussi l'action de notre opérateur, l'Agence Nationale du Sport, qui verra ses ressources augmenter de 21M€, sans compter le plan de relance en 2021.

Ces crédits lui permettront de renforcer le développement des pratiques en général dans notre pays, au plus près des besoins de nos concitoyens, et du terrain.

Sport, Avenir de notre jeunesse, Vie associative : je sais, Mesdames et Messieurs les Députés, que nous partageons le même attachement à ces sujets fondamentaux, si importants pour la cohésion nationale et le vivre-ensemble.

Je vous remercie.